



Syndicat National Force Ouvrière
des Finances Publiques
Section du Calvados

DDFiP du Calvados - 7, bd Bertrand - 14034 Caen Cedex
fo.ddfip14@dgfip.finances.gouv.fr
Permanence : 02.31.38.34.61

Première Organisation Syndicale dans le Calvados

Caen, le 25 avril 2016

Comité Technique Local du 25 avril 2016

Compte-rendu

Ordre du jour très fourni puisqu'au titre de l'adaptation des structures et du réseau, nous n'avons pas moins de 18 fiches à examiner.

L'ordre du jour était le suivant:

- 1 – Modification des horaires variables en vigueur à la Trésorerie du Molay-Littry, pour avis;**
- 2 – Adaptation des structures et du réseau (ASR) en 2017, pour avis (1 vote par fiche opération);**
- 3 – Campagne IR, pour information;**
- 4 – Questions diverses.**

En préambule, Monsieur Perrin a fait état d'un incident regrettable survenu la semaine passée, à savoir l'agression par un contribuable dont a été victime une huissière des Finances Publiques. Il nous a par ailleurs indiqué avoir demandé auprès des autorités de police un renforcement de la vigilance pour le site de Caen Délivrande, plus important site d'accueil du département.

Les représentants FO-DGFIP ont ensuite lu une liminaire (disponible sur le site **FO** en cliquant [ICI](#))

Les commentaires de notre directeur démontrent la surdité de l'administration aux inquiétudes légitimes de notre organisation syndicale et des agents.

- Quand **FO-DGFIP** parle régression du service public, le directeur parle d'adaptation.
- Quand **FO-DGFIP** évoque les difficultés rencontrées par les collègues en raison de l'indisponibilité fréquente de l'application HELIOS¹ sur des demi-journées voire des journées entières, le directeur répond que HELIOS est un excellent produit et qu'il reste des parts de marché à gagner en dématérialisation.
- Sur la justification des restructurations pour des motifs économiques, Monsieur Perrin le reconnaît même s'il indique que ce n'est pas la seule boussole.
- Quand **FO-DGFIP** évoque la détérioration des conditions de travail des agents, le directeur dit vouloir être jute là-dessus et demain sera mieux qu'avant !!
- Quand **FO-DGFIP** parle de la spécificité de la population hérouvillaise et des risques de fragilisation en supprimant la Trésorerie de la seconde ville du Département, le directeur répond Caen et Hérouville pourraient être une même commune et Délivrande est à 8 minute en tram. Proposer aux hérouvillais de venir à Délivrande y compris pour le règlement de leurs créances communales est une totale hérésie. Les temps d'attente à Délivrande sont trop importants et les équipes d'accueil ont déjà suffisamment de

¹ HELIOS est l'application qui permet la gestion des collectivités locales.

travail sans devoir en plus gérer avec HELIOS les encaissements pour le compte de la trésorerie de CAEN ORNE et ODON. Sans compter, le sujet de la responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable. Lorsque l'on sait enfin, et la direction semblait le découvrir suite aux déclarations **des représentants FO-DGFiP**, que 16 emplois de C seront vacants au 31 décembre 2016 en fiscalité sur la RAN de Caen et principalement sur le site de Délivrande, on peut comprendre la légitime inquiétude des personnels à voir s'élargir leur domaine de compétences.



CAMPAGNE IMPOT SUR LE REVENU

Les représentants FO-DGFiP ont déploré le recours à l'E-Formation pour la préparation de la campagne et la télédéclaration. La formation présentielle permet d'avoir un support, car désormais tout repose sur la mémoire pour apporter l'aide aux usagers. Le temps passé au téléphone, les visites dans les SIP prennent énormément de temps.

La possibilité de faire des simulations avec un contribuable fictif sur internet permettrait de répondre plus facilement aux usagers. Les représentants **FO-DGFiP** regrettent que les agents soient amenés à utiliser leur télédéclaration personnelle pour aider à l'utilisation de l'outil. Ils déplorent aussi de devoir faire des réponses pour la Caisse d'allocations familiales pour la prime d'activité suite à la suppression de la prime pour l'emploi.

Les représentants FO-DGFiP se sont sentis un peu seuls quand ils ont mis en garde la direction sur le risque de surchauffe des services en fin de campagne en raison de la charge de travail. Ils auraient préféré pour plus de lisibilité que nos services, désormais fermés le mercredi, le demeurent les 4 et 11 mai. Ils regrettent de ne pas avoir eu le soutien des autres organisations syndicales sur ce sujet. L'ouverture exceptionnelle le mercredi 18 mai est quand à elle compréhensible car elle correspond au dernier jour de la campagne. Les contribuables ont du mal à comprendre ces modifications et par ailleurs, même si la charge est reportée sur les autres jours de la semaine, la fermeture du mercredi permet aux agents de souffler et de traiter les affaires courantes. Le travail ne manque pas dans les services.

Les représentants FO-DGFiP souhaitent bon courage aux collègues qui seront en réception le 4 et le 11 mai dans les services concernés.

Enfin à propos d'E-Contact, **Les représentants FO-DGFiP** ont admis que cela fonctionne bien mais sont confrontés à des problèmes techniques car ils doivent passer par **FIREFOX** et souhaiteraient pouvoir utiliser **INTERNET EXPLORER**.

Pour conclure, Les représentants FO-DGFiP, contrairement à une autre organisation syndicale se réjouissent d'avoir obtenu le pont naturel du vendredi 6 mai qui permettra aux agents de souffler.



MODIFICATION DES HORAIRES VARIABLES EN VIGUEUR A LA TRESORERIE DU MOLAY-LITTRY

Comme d'habitude et dès lors que cela correspond aux souhaits des agents, **Les représentants FO-DGFiP** ont voté **POUR** cette modification, suivis par la **CGT** et la **CFDT**.

Solidaires s'est **ABSTENU**.



ADAPTATION DES STRUCTURES ET DU RESEAU (ASR) EN 2017, POUR AVIS

Les représentants FO-DGFiP ont tout d'abord interrogé le directeur sur plusieurs projets comportant deux options. Même s'ils n'auraient pas plus été favorable à l'une plutôt qu'à l'autre option, **les représentants FO-DGFiP** s'étonnent que la direction ne tranche pas et fasse remonter à Bercy des projets inaboutis. Pour **FO-DGFiP**, la position sera invariable sur tous les projets et consistera à défendre la totalité des implantations de l'ensemble du réseau DGFiP et les agents. C'est ce qui a conduit **la délégation FO-DGFiP** à demander un renforcement immédiat des postes en difficultés par l'apport de personnel pour soulager les équipes en souffrance. Monsieur Perrin a répondu qu'il verrait en fonction des prochains mouvements de personnel et s'appuierait sur l'équipe mobile de renfort.

✦ **Saint-Pierre-Mézidon** : alors que des communes nouvelles vont être créées aussi bien à Saint-Pierre qu'à Mézidon, **les représentants FO-DGFiP** ne comprennent pas que l'on ne maintienne pas une présence de nos services sur les deux territoires. Les effectifs actuels 1,7 agents + le comptable à Saint-Pierre et 1 agent + le comptable à Mézidon, soit 4,7 ne seront pas suffisants demain dans une structure fusionnée. Le poste perdra bien évidemment un des deux comptables, il n'y aura pas d'adjoint et pourtant il faudra répondre à toutes les opérations de fusion de communes, de transfert d'intercommunalité et assurer la gestion de l'ensemble des collectivités des deux trésoreries. C'est une fausse bonne idée qui ne soulagera pas les agents et le comptable, lequel devra couvrir un périmètre plus étendu. Sur le point de chute de la future trésorerie, c'est l'incertitude, même si finalement, le directeur a avoué sa préférence pour Saint-Pierre sur Dives, tout en continuant à explorer le potentiel de Mézidon qui est prête à mettre à disposition les locaux de l'actuelle Mairie. En effet, l'opération de fermeture de St-Pierre générerait davantage d'économies budgétaires (28000 € par an contre 18000 €) Pourquoi entretenir les espoirs sinon pour ne pas affronter la foudre des élus... qui finira par venir.

✦ **Suppression de Tilly sur Seulles** : **Les représentants FO-DGFiP** dénoncent une décision qui va priver une intercommunalité de la présence de la DGFiP sur son périmètre. Cette décision n'est pour eux pas justifiée et ils demandent le maintien de la Trésorerie, tout comme les élus qui ont organisé un rassemblement devant la Trésorerie.

Alors qu'une organisation syndicale souhaitait mettre en place des périmètres pour les mouvements de personnel, **les représentants FO-DGFiP** ont vivement réagi en indiquant que la fermeture était subie par les agents, et qu'ils ne l'ont pas demandée. **FO-DGFiP** souhaite que tous les agents concernés puissent trouver le point de chute de leur choix, y compris par le détachement, y compris en surnombre. Ils ont rappelé qu'un des agents se trouve déjà en situation de détachement suite à une prise en compte favorable de sa situation par la direction et c'est à noter. Les deux autres agents, titulaires de leur poste doivent eux aussi avoir le choix. Il faut rappeler que le poste va se trouver éclaté entre les Trésoreries de Caen Orne et Odon et Villers-Bocage et les SIP de Caen Ouest et de Caen Nord, une véritable vente à la découpe ! **les représentants FO-DGFiP** ont insisté sur l'inquiétude de ces agents et ne laisseront pas faire n'importe quoi. Les règles de gestion constituent certes une protection globale mais ne doivent pas interdire la souplesse pour régler des cas spécifiques. Il serait trop simple de se retrancher derrière ces règles pour ne pas intervenir dans l'intérêt des agents. Monsieur Perrin, s'il défend le cadre des règles de gestion n'exclut pas "l'intelligence humaine car les règles ne sont pas infaillibles".

✦ **Cabourg-Dives** : l'hypothèse privilégiée par la direction allait plutôt dans le sens de la commune de Dives, des locaux plus adaptés même s'ils sont perfectibles, des possibilités d'agrandissement proposées par la municipalité et soudain... proposition du Maire de Cabourg de mettre à disposition les locaux du CCAS. Revirement de situation et pour ne pas froisser les élus, une année de transition avec maintien des deux trésoreries... à Cabourg avant une fusion pure et simple. Ce petit tour de passe-passe n'est pas du goût des **représentants FO-DGFiP**. Cette fusion ne tient pas compte de la réalité du terrain. La population inactive est plus âgée de 6 points par rapport à la moyenne nationale et les difficultés économiques suite à la fermeture de Tréfi-métaux en 1986 ont fragilisé durablement la population, une population qui se déplace peu en dehors des limites de la commune. La présence des services des Finances Publiques est essentielle et reconnue par la municipalité. Le directeur a indiqué qu'il existait une passerelle pour passer d'une rive de la Dives à l'autre... et que les opportunités en terme d'immobilier à Cabourg étaient rares. **FO-DGFiP** lui a proposé de saisir cette opportunité pour reloger la Trésorerie de Cabourg qui en a bien besoin et de maintenir Dives. La fusion des deux trésoreries qui actuellement fonctionnent relativement bien malgré un équilibre fragile, car insuffisamment pourvues en personnel risque de générer une déstabilisation de la structure. Tous les agents ne suivront pas la mission. Notamment ceux qui sont affectés à Dives, donc dans la RAN de TROUVILLE, et dont l'attrait se situe plus vers Trouville. Ce peut-être une opportunité pour eux de rester dans la RAN de Trouville, ce qui est compréhensible et/ou de se rapprocher de chez eux pour ne pas glisser dans la RAN de CAEN. Par ailleurs d'autres agents sont déjà en attente de mutation.

Demain, c'est une équipe resserrée qui devrait gérer 156 budgets et mettre en place la nouvelle intercommunalité.

Demain, c'est un seul comptable contre deux actuellement.

Demain, c'est un seul lieu d'accueil contre deux.

✦ **Fusion Aunay-Villers** : A ce moment des débats, **FO-DGFiP** a eu la confirmation de ses propos tenus en liminaire. Nous n'avons pas eu à voter sur la modification des RAN car comme nous l'avions fait observer lors du CTL du 30 mars, les RAN ont été mises en place sans consultation des CTL et nous étions surpris d'avoir à nous positionner pour les modifier. Ainsi plus de contrainte pour la direction pour modifier le maillage territorial. **Les représentants FO-DGFiP** ont fortement insisté pour que les agents soient informés des conséquences en terme d'affectation en fonction du lieu choisi pour la fusion. En effet, en cas de fusion à Aunay, les agents seraient temporairement réaffectés dans la RAN de VIRE avant de basculer de nouveau dans la RAN de CAEN car les dates d'effet sont différentes, 1^{er} janvier 2017 pour la fusion, 1^{er} septembre 2017 pour la modification de la RAN. Il ne faut pas provoquer d'inquiétudes inutiles dans une situation déjà complexe. **Les représentants FO-DGFiP** ont insisté sur la nécessité de préserver les deux trésoreries, car même si Villers-Bocage est favori pour la direction, suite à la proposition de la mairie de réserver 200 m² dans un projet de construction en centre ville, les délais de réalisation sont impossibles à estimer. L'hypothèse du 1^{er} janvier 2018 est tout à fait utopique lorsque l'on sait que le bâtiment sera réalisé par un promoteur privé. La construction ne débutera pas tant que le programme de vente ne sera pas entièrement achevé. De plus, notre directeur n'a pas les mêmes informations que **FO-DGFiP** sur la destination future de ce bâtiment qui serait selon lui le siège de la future interco. Beaucoup de flou pour une opération qui engage le devenir des agents. Se replier sur Aunay pour fusionner coûte que coûte ne va pas satisfaire les usagers actuels de la Trésorerie de Tilly sur Seules qui se retrouvent otage de cette opération de restructuration. Une seule trésorerie située à Aunay se trouverait trop excentrée et abandonner le site, alors qu'il vient d'être rénové en totalité il y a trois ans à peine, n'est pas sérieux vis-à-vis des élus.

✦ **Suppression de la Trésorerie d'Hérouville Saint-Clair** : **Les représentants FO-DGFiP** ont dénoncé cette suppression en raison du caractère particulier d'une partie de la population hérouvillaise. La présence des services de la DGFiP depuis une vingtaine d'année seulement répondait à une nécessité de remettre l'administration au cœur des quartiers en difficulté. Partir maintenant constituerait une erreur et une perte de repère. La DGFiP ne doit pas contribuer à faire dériver les populations fragiles vers les extrêmes. Sans vouloir caricaturer, les hérouvillais peinent à quitter les frontières de leur ville, cela est reconnu par tous les acteurs sociaux. On ne peut pas comparer la population hérouvillaise et celle des quartiers de la Guérinière comme a tenté de le faire la direction. Par ailleurs avec 23992 habitants, Hérouville est la seconde ville du département. La DGFiP a toute vocation à y rester implantée. En éclatant la Trésorerie entre Caen Orne et Odon pour le secteur public local et Délivrande pour le recouvrement, la DGFiP ne facilite pas les démarches des hérouvillais. **Les représentants FO-DGFiP** s'opposent à la proposition de la direction de permettre le recouvrement des créances communales à Délivrande. Cette solution ne ferait qu'exercer une pression supplémentaire sur les agents de l'accueil qui devraient acquérir de nouvelles compétences, notamment pour l'utilisation de l'application Hélios et seraient confrontés à des situations complexes pour lesquelles les réponses ne s'improvisent pas. Cette proposition ne ferait que générer des tensions supplémentaires et inutiles.

FO-DGFiP a par ailleurs fait observer que suite à la rencontre du directeur avec le Maire de la ville, ce dernier avait proposé de nouveaux locaux plus adaptés aux exigences du directeur, démontrant ainsi sa volonté de préserver sa Trésorerie. Mais lors du CTL, le directeur a maintenu sa position affirmant que la Trésorerie serait maintenue uniquement si le projet était rejeté par le Ministre et a nié toute proposition de mise à disposition de locaux par le Maire de la ville. Etrange...

✦ **Fusion juridique des SPF de Bayeux et Vire, création du SPFE de Caen et fusion juridique des SPF de caen 1 et Caen 2 fusion juridique des spf de Lisieux et Pont L'Evêque** : **Les représentants FO-DGFiP** dénoncent les décisions de fusionner les SPF alors que les conditions techniques ne sont pas réunies. Il est impossible de fusionner les bases de l'application FIDJI. Les premières fusions de SPF sont intervenues en 2013 et depuis aucune solution n'a été trouvée. Il n'y a pas pour **les représentants FO** nécessité à regrouper, d'autant plus que cela entraîne une diminution du nombre de débouchés pour les comptables et des déplacements de personnel. La direction prend le risque de fragiliser une mission essentielle pour la protection des droits de la propriété des particuliers. Le responsable du pôle fiscal espère une solution technique pour 2017 mais rien n'est sûr.

✦ Sur tous les sujets précédents, **FO-DGFiP** et la **CGT** ont voté **CONTRE**, les autres OS se sont parfois **ABSTENUES** ou ont même été pour l'une d'entre elles jusqu'à **refuser de participer au vote** .

- ✦ **Mise en place d'un SIP-SIE-CDIF à Vire par fusion du BANT de Vire (-) avec le SIP-SIE de Vire (+) : les représentants FO-DGFiP ont dénoncé la perte de connaissance qu'entraîne un tel regroupement et souhaitent beaucoup de courage aux agents qui devront s'adapter pour donner des renseignements sur tout. FO-DGFiP a voté CONTRE .**
- ✦ **Scission du SIP-SIE de Pont l'Evêque dans la perspective de la mise en place d'un SIP-CDIF au 01/01/17, et fusion de la partie SIE (-) avec le SIE de Trouville (+) : les représentants FO-DGFiP craignent pour la pérennisation du site de Pont l'Evêque qui petit à petit voit partir ses missions, gestion de l'hôpital en 2016, SIE en 2017. La suppression de la RAN de Pont l'Evêque va fragiliser un peu plus encore le site puisque désormais deux SIP se trouveront sur la même RAN. FO-DGFiP a voté CONTRE.**
- ✦ **Mise en place d'un SIP-CDIF par fusion du BANT (ex CDIF) de Pont l'Evêque (-) et du SIP de Pont l'Evêque (+) issu de la scission du SIP-SIE de Pont l'Evêque : mêmes observations de la part de FO-DGFiP que pour Vire, vote : CONTRE.**
- ✦ **Transfert de l'activité recouvrement de l'impôt : les représentants FO-DGFiP se sont étonnés qu'en ce qui concerne les communes constituant la commune nouvelle de Valdallière gérée pour le SPL par la Trésorerie de CONDE sur NOIREAU, le recouvrement soit confié au SIP de VIRE contrairement à ce qui avait été initialement prévu. Pour rappel, cette commune nouvelle issue de la fusion de 14 communes comptait 11 d'entre elles gérées par CONDE et les 3 autres gérées par VIRE, le recouvrement de l'impôt des 14 communes devait revenir à CONDE. La direction nous a indiqué que la DG leur avait dit qu'il était impossible de transférer la gestion d'un SIP vers une Trésorerie d'un point de vue informatique.**

Nous n'y croyons pas une seconde ! Il s'agit simplement d'une volonté de retirer progressivement le recouvrement des trésoreries. Le recouvrement étant géré sur la même application, ce qui peut se faire dans un sens peut se faire dans l'autre. Si on voulait fragiliser un peu plus encore la trésorerie de CONDE sur NOIREAU on ne ferait pas mieux, l'intercom devant glisser à Vire et le syndicat d'eau à Thury-Harcourt prochainement. La casse du réseau est méthodiquement organisée. FO-DGFiP s'inquiète d'un possible déclassement de CONDE et a voté contre tout les transferts d'activité recouvrement (CONDE et LIVAROT) d'autant plus que cela alourdit la charge de travail des agents des SIP. (VIRE et LISIEUX)
- ✦ **Ajustement du périmètre "assiette de l'impôt" (SIP CAEN OUEST, CAEN NORD et FALAISE et SIE CAEN OUEST, CAEN NORD et FALAISE) : ces ajustements se font sans étude d'impact sur les conséquences en terme de charge de travail. Les observations de la direction sont laconiques : pas d'impact RH – Aucun emploi transféré. FO-DGFiP a voté CONTRE.**

🌐 **COMMENTAIRES FO :**

Après ces attaques sur le réseau DGFiP du CALVADOS, Les représentants FO-DGFiP du Calvados s'emploient à rencontrer les élus, locaux, régionaux et nationaux pour empêcher une casse irréversible des services. Le projet de la direction va remonter à PARIS pour obtenir ou non la validation par le ministre. FO-DGFiP va continuer pendant cette période à défendre la maison par tous les moyens possibles. Il faut avoir conscience que nous sommes à un point de non retour et que ces restructurations massives sont une première étape qui en appelle d'autres. Les élus ont pris la mesure de ce qui se trame. Ce n'est que tous ensemble que nous parviendrons à endiguer ces projets néfastes pour les agents.

La réduction du maillage territorial entraîne des conséquences importantes pour les agents de tous grades. Mal-être au travail, baisse des promotions pour les C, B et A, limitation des débouchés pour les comptables Inspecteurs et IDIV.

Quelles que soit les décisions adoptées, FO-DGFiP s'attachera à défendre les intérêts des agents afin qu'aucun d'eux ne se trouve lésé par des restructurations qu'ils subissent.

La DGFiP doit être une administration prioritaire, et ceci pour le bien de tous!

